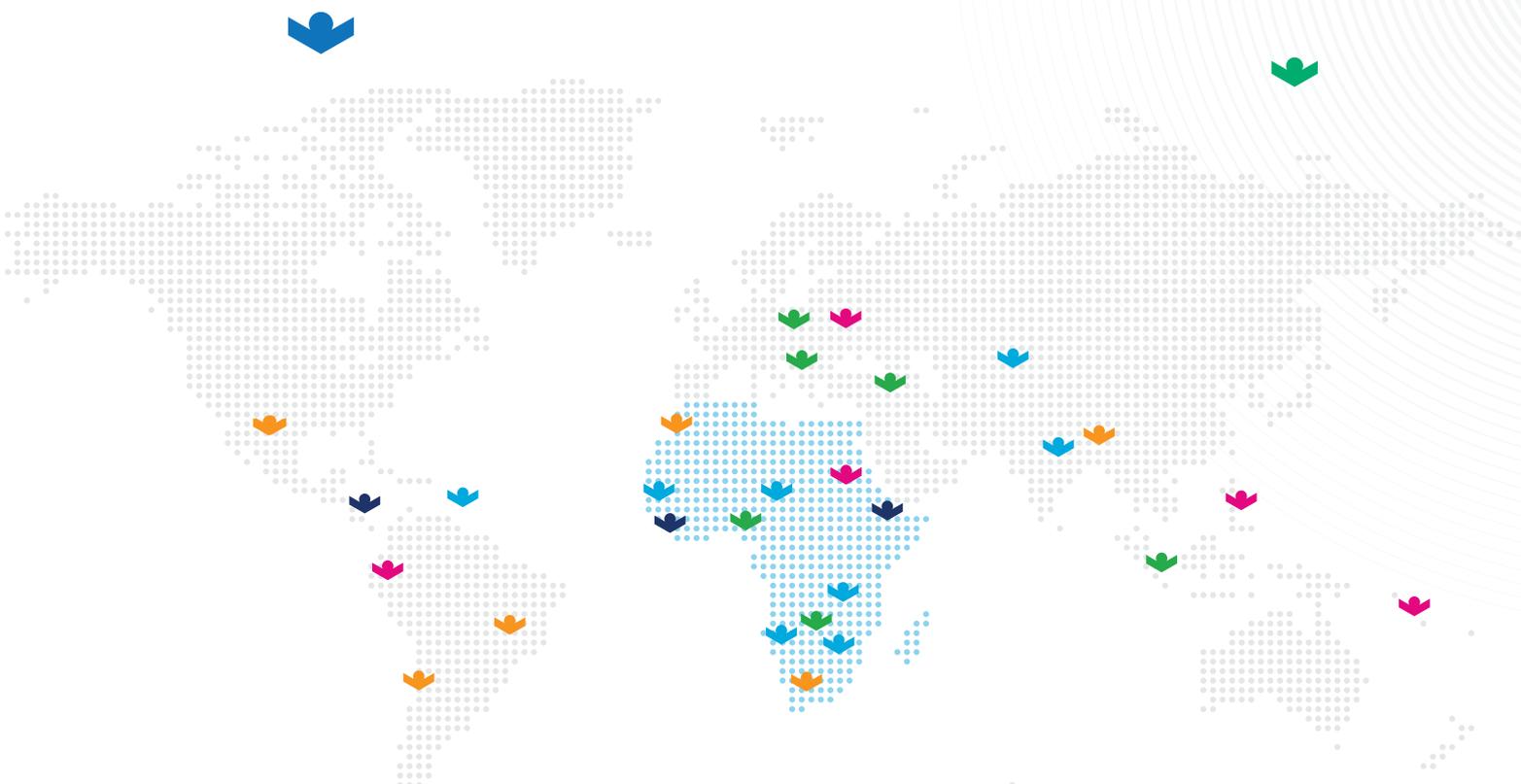


Fonds d'affectation spéciale multi-partenaires pour la migration (MMPTF) en Afrique

Octobre 2024



Dans ce document, nous mettons en avant les réalisations des Programmes conjoints financés par le MPTF dans la région, et vous informons sur les initiatives prêtes à être mises en œuvre.

PROGRAMMES FINANÇÉS

MAROC USD 2M



Le programme conjoint associe un large éventail de ministères et de partenaires de la société civile afin de renforcer la cohésion sociale et d'améliorer l'accès des migrants les plus vulnérables aux services de base au Maroc. L'accent est mis sur : le renforcement des capacités permettant aux fournisseurs de services de répondre à des besoins précis, notamment ceux des femmes et des enfants non accompagnés ; l'amélioration de l'accès à l'information sur les droits et les services destinés aux migrants ; le renforcement de la participation de la société civile et des acteurs locaux aux mécanismes d'orientation ; et la facilitation d'activités multiculturelles.

GAMBIE USD 2.35M



Depuis l'ouverture du pont Sénégal-Gambie, une augmentation significative de la migration irrégulière et de la criminalité organisée a été enregistrée dans le couloir trans-gambien. Élaboré sur la base de consultations avec le Gouvernement et les parties prenantes de la société civile, le programme conjoint vise à atténuer les difficultés que pose la migration et à améliorer l'environnement transfrontalier pour les femmes et les jeunes, afin que les communautés frontalières puissent profiter des avantages qu'offre le couloir de transport sans risque de subir des préjudices.

GUINÉE, LIBÉRIA ET SIERRA LEONE USD 2.8M



La coordination transfrontalière étant limitée et les communautés frontalières vulnérables, la traite d'êtres humains et le trafic illicite de migrants sont courants à la jonction des territoires de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone. Pour répondre aux préoccupations en matière de sécurité, de développement et d'aide humanitaire, ce programme conjoint aborde la gestion intégrée des frontières selon une approche visant à renforcer les capacités des institutions publiques, à faciliter la collaboration transfrontalière et à mobiliser les populations touchées.

GABON ET TOGO USD 2.2M



Des enquêtes menées récemment mettent en relief une augmentation de la traite des femmes et des enfants au départ du Togo, acheminés par voie terrestre via le Nigéria, puis par bateau jusqu'au Gabon. Ce programme conjoint, qui est fortement aligné sur les priorités nationales de chaque pays et suit une approche particulière axée sur les routes migratoires, visera à prévenir et à combattre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants le long des routes maritimes et terrestres dans les pays d'origine, de transit et de destination.

NIGÉRIA USD 2M



Le Nigéria, important pays d'origine, de transit et de destination, a adopté sa première politique nationale en matière de migration en 2015. Cependant, la gestion et la gouvernance efficaces des migrations restent un défi. En partenariat avec neuf entités gouvernementales et avec la participation active d'acteurs non étatiques, y compris des associations de migrants et des représentants de la diaspora, le programme conjoint s'emploie à renforcer les capacités du pays en matière de collecte, d'analyse et d'exploitation de données et à élaborer un plan national de mise en œuvre du Pacte mondial.

RÉGION DE L'IGAD USD 2.15M



La région de l'IGAD étant l'une des plus vulnérables au changement climatique, le nombre de migrants devrait continuer d'y augmenter. Ce programme conjoint vise à combler le manque de connaissances sur les facteurs de migration et à faire en sorte que les personnes touchées par le changement climatique soient dûment prises en compte dans les cadres de mobilité et les stratégies en matière d'action climatique à l'échelle nationale et régionale, dans le but de faciliter à terme des voies de migration régulière dans la région de l'IGAD.

ÉTHIOPIE USD 1.5M



Du fait de l'incapacité des autorités municipales à enregistrer avec précision les migrants retournés de manière forcée au pays et à leur fournir des services, de nombreux enfants et adolescents vivent dans les rues d'Addis-Abeba. Sur la base de consultations avec les parties prenantes et les bénéficiaires, le programme conjoint s'attache à aider le gouvernement fédéral, l'administration municipale et les organisations locales à fournir une aide à la réintégration aux migrants de retour, l'accent étant mis sur les domaines de la santé, du logement, de la protection sociale et des moyens de subsistance.

AFRIQUE DU SUD USD 2.6M



Principal pays de destination des migrants dans la région, l'Afrique du Sud est confrontée à des difficultés sur le plan de l'intégration et de la cohésion sociale, comme en témoignent les récents épisodes de violences contre les ressortissants étrangers. Cette initiative pilote, qui est conforme au plan d'action national de lutte contre le racisme récemment adopté, se concentre sur trois provinces, où les partenaires s'efforcent de renforcer la capacité du système local à combattre les violences envers les étrangers et à promouvoir la cohésion sociale auprès des migrants et des communautés d'accueil.

THÉMATIQUE 1 Promouvoir l'utilisation des données

THÉMATIQUE 2 Protéger les droits de l'homme

THÉMATIQUE 3 Répondre à la migration irrégulière

THÉMATIQUE 4 Faciliter la migration régulière

THÉMATIQUE 5 Améliorer l'inclusion sociale

* Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part du Réseau des Nations Unies sur les migrations.

PROGRAMMES PRE-SELECTIONNES

NIGER USD 2.5M



Le Niger fait face à des vulnérabilités climatiques significatives qui affectent sa population, y compris les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Dans la région d'Agadez, une zone de transit majeure pour les flux migratoires, ces défis aggravent les vulnérabilités des personnes ayant déjà enduré des expériences traumatiques en Libye. Le programme vise à réduire la vulnérabilité de ces groupes et des communautés d'accueil aux impacts néfastes du changement climatique. Il cherche à favoriser la coexistence pacifique, à renforcer la protection des droits humains et à renforcer la capacité d'adaptation des femmes, ce qui est essentiel pour parvenir à des résultats inclusifs, équitables et durables pour toutes les communautés de la région.

BELGIQUE, SÉNÉGAL, MAROC USD 3M



Le changement climatique au Maroc et au Sénégal affecte gravement les communautés rurales, entraînant une augmentation des migrations, en particulier parmi les jeunes et les hommes, et laissant de nombreuses femmes derrière. Le programme conjoint vise à renforcer la résilience de ces communautés en tirant profit des contributions de la diaspora à l'action climatique dans les systèmes agroalimentaires. Cela sera réalisé en mobilisant les communautés de la diaspora, en engageant les agripreneurs et les communautés locales, en renforçant le dialogue politique avec les différents acteurs et en sensibilisant au rôle crucial de la diaspora dans la sécurité alimentaire et l'action climatique.

LIBERIA USD 3M



Ces dernières années, le Liberia a connu un afflux important de migrants en provenance d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier du Burkina Faso, qui s'aventurent dans les zones forestières transfrontalières avec la Côte d'Ivoire pour établir des plantations de cacao. Cette arrivée a suscité des réactions mitigées au sein des communautés locales : certains considèrent les migrants comme une source précieuse de main-d'œuvre agricole, tandis que d'autres déplorent leur occupation, perçue comme illégale, des terres. Le programme vise à contribuer à l'élaboration de politiques fondées sur des preuves concernant la migration de travail dans le contexte de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, tout en faisant progresser les objectifs socio-économiques et environnementaux.

CÔTE D'IVOIRE, BURKINA FASO USD 4M



La frontière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire est exposée à des influences extrémistes et présente des fragilités liées à la cohabitation de communautés disposant de terres et de ressources naturelles limitées. Outre le renforcement des capacités dont les autorités frontalières ont besoin, le programme conjoint mobilisera les communautés transfrontalières, en particulier les femmes, afin d'accroître l'accès aux services et la confiance entre les communautés et les autorités locales.

TCHAD USD 4M



Le changement climatique et la dégradation de l'environnement ont ébranlé l'écosystème et le système de ressources naturelles déjà fragiles du Tchad, ce qui a eu des effets négatifs sur les moyens de subsistance des éleveurs, intensifié les conflits récurrents et élargi les flux migratoires liés à la transhumance. Les capacités limitées des acteurs nationaux et locaux en matière de gouvernance des migrations liées à la transhumance, de même que le manque d'accès aux services de base, ont aggravé cette situation. Le programme conjoint contribuera au renforcement de la gouvernance de la transhumance et de la mobilité des éleveurs fondée sur les droits, en mettant l'accent sur la protection des enfants participant à la transhumance (phénomène des « enfants bergers »).

ZIMBABWE USD 2.5M



Le Zimbabwe compte un grand nombre d'enfants migrants et fait donc face à de nombreux défis liés à la migration de mineurs non accompagnés et d'enfants séparés de leur famille dans des conditions dangereuses. Le programme proposé entend combler les principales lacunes qui subsistent, en dépit des progrès récemment accomplis, dans les systèmes nationaux de protection de l'enfance.

MALAWI USD 3.1M



En tant qu'étape cruciale sur les périlleuses « routes du Sud » depuis la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs, le Malawi est un point important pour les migrants en route vers l'Afrique du Sud. Malgré les risques, cette route migratoire reste insuffisamment étudiée. Le programme conjoint cherche à relever les défis en promouvant une migration sûre, en luttant contre la criminalité transnationale et en autonomisant les migrants tout au long du cycle de la migration.

BOTSWANA USD 1.7M



Afin que la gouvernance des migrations au Botswana repose sur des données cohérentes, actuelles, complètes et pertinentes, le programme conjoint, en partenariat avec les institutions gouvernementales, renforcera les systèmes de collecte, d'analyse et de gestion des données sur la migration, et appuiera le suivi de la réalisation des ODD.

NAMIBIE USD 2.8M



Namibia, especially in its Northern regions – Omusati, Kunene, Kavango East and West, Oshana-Namibe, and Otjozondjupa – struggles with the adverse impacts of climate change, facing droughts and floods. With borders adjoining Angola, Zambia, and Botswana, climate-induced cross-border movements pose a crucial challenge. The Joint Programme will target these regions, addressing vulnerabilities by prioritizing children's rights and enhancing food security. Strategies include strengthening human rights-based policies and uplifting livelihoods.

THÉMATIQUE 1 Promouvoir l'utilisation des données

THÉMATIQUE 2 Protéger les droits de l'homme

THÉMATIQUE 3 Répondre à la migration irrégulière

THÉMATIQUE 4 Faciliter la migration régulière

THÉMATIQUE 5 Améliorer l'inclusion sociale

* Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part du Réseau des Nations Unies sur les migrations.

GUINÉE, LIBÉRIA, SIERRA LEONE

THÉMATIQUE 3 Répondre à la migration irrégulière

Budget (USD) 2,786,280 Durée (mois) 33

Agences des Nations Unies participantes IOM, ITC, UNDP, WHO

Renforcement de la gestion des frontières, de la cohésion sociale et de la sécurité transfrontalière dans la région du "Bec de Perroquet"



L'atelier de validation, Sierra Leone ©IOM/Alfred Fornah

Contexte

La région du "Bec de Perroquet", où se rencontrent la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria, a connu une augmentation des mouvements de personnes et de marchandises. Ce carrefour animé a favorisé la croissance économique et les échanges culturels, mais a également offert des opportunités pour les activités illégales, avec des réseaux criminels exploitant le manque de coordination et la vulnérabilité des communautés frontalières pour le trafic et la contrebande. Le Programme conjoint a relevé ces défis en renforçant la gestion des frontières, en promouvant la cohésion sociale et en améliorant la sécurité transfrontalière à travers diverses activités entre autorités et communautés.

Pour faire face à certains de ces défis, le Programme conjoint a renforcé les capacités de divers acteurs, notamment les autorités frontalières, les forces de sécurité (police, gendarmerie, armée) et les responsables de la santé. Cela a été réalisé grâce à des formations pour lutter contre la violence basée sur le genre, la traite des êtres humains, le trafic de migrants et les menaces sanitaires.

- 665 agents des frontières et de la santé formés sur le commerce illégal, la violence sexuelle et basée sur le genre, la traite des êtres humains et la santé.
- 6 postes frontaliers et installations rénovés et équipés de panneaux solaires, radios, tablettes et motos.



Bâtiment de poste-frontière rénové, Sierra Leone ©IOM

RÉALISATIONS CLÉS

La promotion de la cohésion sociale entre les communautés frontalières est essentielle à la stabilité dans des régions comme celle du Bec de Perroquet. Cet effort vital améliore le bien-être et la confiance entre les communautés, tout en luttant contre la marginalisation de certaines d'entre elles. Le Programme conjoint a aidé à renforcer les structures frontalières pour faciliter le dialogue régulier, en mettant l'accent sur les intérêts communs, et a contribué à améliorer les services communautaires et la durabilité des moyens de subsistance.

- 6 réunions communautaires, 15 événements de sensibilisation et 15 activités de cohésion sociale ont été organisés parmi les communautés frontalières, touchant près de 1 900 personnes.
- 15 comités de surveillance villageois ont été mis en place dans les districts frontaliers.
- 3 mécanismes de soutien financier ont été créés pour les jeunes et les femmes afin d'améliorer l'inclusion économique, touchant 111 personnes.
- 78 survivants de la traite et de la violence basée sur le genre ont bénéficié de services de soutien médicaux et autres.



Atelier féminin de production de savon, Guinée ©IOM

TÉMOIGNAGES



Rivière Makona ©IOM

En 2022, une course de pirogues a été organisée sur la rivière Makona, qui prend sa source en Guinée et traverse le Libéria et la Sierra Leone. Cette initiative, qui a touché 80 000 personnes, a réuni les communautés frontalières de la région du Bec de Perroquet pour sensibiliser à divers sujets allant de la cohésion sociale à la prévention des épidémies en passant par les mesures de sécurité. La course de pirogues a non seulement promu une compétition saine, mais a aussi rassemblé les villages, renforçant l'esprit communautaire et la cohésion entre les localités.

IGAD RÉGIONAL

THÉMATIQUE 4 Faciliter la migration régulière

Budget (USD) 2,150,000 Durée (mois) 30

Agences des Nations Unies participantes ILO, IOM, UNOPS, UNHCR

S'attaquer aux facteurs négatifs des migrations et faciliter des migrations sûres, ordonnées et régulières dans les contextes de catastrophes et de changement climatique dans la région de l'IGAD



©Alexander Bee

Contexte

La région de l'IGAD se caractérise par une croissance économique dynamique, accompagnée de poches d'instabilité souvent dues au changement climatique et aux défis environnementaux, façonnant les mouvements de population dans la région. Le Programme conjoint visait à faciliter les voies de migration régulière dans la région et à protéger les communautés des perturbations causées par le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les catastrophes. Ce travail s'appuie sur les bases solides posées par l'IGAD – principalement par son Centre de Prévision et d'Application du Climat – les États membres, les entités des Nations Unies et les parties prenantes.

Le Programme conjoint a renforcé la gestion des risques liés aux déplacements causés par les catastrophes en améliorant l'accès aux données et aux preuves. De plus, il a permis aux principaux acteurs de renforcer la préparation aux déplacements transfrontaliers en cas de catastrophe grâce au développement et à la diffusion de procédures opérationnelles standard (SOP).

- **Les SOP** sur l'admission et le séjour dans des contextes de catastrophes ont été élaborées pour l'Ouganda-Kenya et l'Éthiopie-Kenya, et diffusées aux gouvernements nationaux de la région de l'IGAD.
- **Deux modèles de risques de déplacements** liés aux catastrophes ont été développés : pour les cyclones en Somalie et pour les inondations dans la région de l'IGAD.

Le Programme conjoint s'est concentré sur l'amélioration des voies de migration régulière et de l'accès aux services de protection à travers diverses activités, dont des campagnes de sensibilisation visant à éduquer et informer les communautés sur l'importance des migrations sûres, régulières et ordonnées. Le Programme a également promu les droits des travailleurs migrants en rendant facilement accessibles des informations sur les services de protection disponibles.

- **7 100 migrants**, migrants potentiels et de retour, y compris des personnes déplacées à l'intérieur du pays, ont été atteints grâce à des activités de sensibilisation.

RÉALISATIONS CLÉS

Le Programme conjoint a renforcé les liens entre la préservation de l'environnement et les opportunités d'emploi en soutenant les membres des communautés dans l'accès à des moyens de subsistance durables et à des emplois verts, traitant ainsi les facteurs qui alimentent la migration irrégulière et contribuant à la croissance économique. Cela a impliqué la formation d'individus dans divers secteurs respectueux de l'environnement, la mise en relation des étudiants avec des entreprises locales, l'établissement de sites d'agroforesterie et la sensibilisation à l'agriculture intelligente face au climat et aux techniques agricoles innovantes.

- **120** travailleurs et entrepreneurs ont été formés dans des entreprises vertes en **Éthiopie**.
- **90** étudiants ont été formés aux énergies propres et renouvelables, à la gestion des déchets et au recyclage du plastique en **Somalie**. Ils ont été mis en relation avec 17 entreprises locales pour des opportunités d'affaires.
- **Un** site de production agroforestière a été créé, et **12** individus ont été formés à l'établissement et à la gestion d'une pépinière d'arbres planifiée au **Kenya**.
- **37** individus ont été formés à l'agriculture intelligente face au climat et aux technologies innovantes de culture des terres arides au Kenya.



Fahma, qui est touchée par la crise des déplacements à Mogadiscio, en **Somalie**, fait partie des participantes au programme de formation sur la gestion des déchets et le recyclage du plastique. Elle transforme ici les déchets plastiques collectés dans la rue en carreaux muraux en plastique.



En raison des effets dévastateurs de la sécheresse sur les moyens de subsistance des parents de **Naime** en **Somalie**, celle-ci a été contrainte d'interrompre ses études juste avant d'obtenir son diplôme. Néanmoins, Naime, âgée de 24 ans et vivant dans l'un des sites de déplacement, a saisi l'opportunité de participer à un programme de formation sur l'énergie solaire.

« La formation sur les systèmes d'énergie solaire a été une excellente occasion d'acquérir de nouvelles compétences. Je peux maintenant chercher un emploi pour soutenir ma famille. »

TÉMOIGNAGES



Les pousses de l'espoir, Kenya

La sécheresse dans le comté de Turkana, au Kenya, a entraîné un appauvrissement de la végétation, obligeant les habitants à parcourir de longues distances à la recherche de nourriture, d'eau et de pâturages. Le Programme conjoint a répondu à cette situation en fournissant aux familles des arbres et des légumes résistants à la sécheresse pour la revégétalisation. Le Programme a travaillé en étroite collaboration avec le bureau du comté de Turkana et des partenaires, formant les membres de la communauté à prendre soin des plantes et à établir un site de production agroforestière dans le village de Namon. Une formation de six jours a été organisée sur l'établissement et la gestion d'une pépinière, aboutissant à la production de 60 000 pousses.

Comté de Turkana, Kenya ©IOM

AFRIQUE DU SUD

THÉMATIQUE 5 Améliorer l'inclusion sociale

Budget (USD) 2,565,570 Durée (mois) 35

Agences des Nations Unies participantes IOM, UNDP, OHCHR, UNHCR, UN Women

Renforcer l'intégration des migrants et la cohésion sociale grâce à l'engagement des parties prenantes, aux activités socio-économiques et à la lutte contre les récits anti-migrants



Tournoi de football ©IOM

Contexte

En tant que principal pays de destination pour les migrants de la région de l'Afrique australe, l'Afrique du Sud fait face à des défis d'intégration et de cohésion sociale, avec une histoire récente de violence à l'encontre des étrangers. Le Programme conjoint visait à façonner le discours public sur la migration et à promouvoir la tolérance ainsi que des discussions basées sur des preuves en mettant en œuvre un engagement ciblé et en facilitant la participation des partenaires gouvernementaux, des migrants et des communautés d'accueil, à travers des activités de paix communautaire et socio-économiques.

Le Programme a renforcé les systèmes et les capacités nationales et locales pour prévenir et répondre à la violence à l'encontre des étrangers et soutenir ses victimes. De plus, grâce à un effort collaboratif avec le Département du développement social, le Programme a mené un exercice de cartographie pour identifier les zones historiques sensibles à la violence.

- Plus de 200 000 individus ont bénéficié d'un soutien juridique, psychosocial et administratif par le biais d'une plateforme en ligne.
- 7 initiatives de paix communautaire ont été identifiées et mises en œuvre avec un accent particulier sur la gestion sensible de la violence.
- 11 formations ont été dispensées aux mécanismes de consolidation de la paix gouvernementaux et communautaires pour améliorer l'intégration des migrants et des réfugiés ainsi que la cohésion sociale à travers des dialogues communautaires, dans les provinces de Gauteng, Kwa-Zulu Natal et du Cap-Occidental.

RÉALISATIONS CLÉS

Pour mieux comprendre les causes profondes et les dynamiques de crise et de violence, et pour renforcer la réponse dans les trois provinces, le Programme a réalisé des initiatives conjointes entre le gouvernement, l'ONU, la société civile et les institutions de recherche et académiques.

- Une cartographie des mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide existants pour la prévention du racisme, de la discrimination et de la violence à l'encontre des étrangers a été réalisée ; des outils pour surveiller les discours de haine en ligne et identifier les communautés à risque ont été développés. Sur la base de ces cartographies et outils, 6 recommandations politiques ont été formulées pour être mises en œuvre.

Pour atteindre l'inclusion sociale et la coexistence pacifique, le Programme a promu des récits positifs en s'appuyant sur des initiatives en cours axées sur la cohésion sociale et en engageant des consultations avec des représentants communautaires et d'autres parties prenantes clés. Le Programme a également facilité l'accès aux opportunités socio-économiques grâce à des approches de « mixité sociale » qui ont rassemblé des individus de différentes nationalités pour échanger des idées, partager des expériences et créer une culture commune d'acceptation, indépendamment de l'origine.

- 940 000 membres de la communauté ont été touchés par des campagnes de sensibilisation et des activités socioculturelles sur la cohésion sociale et la lutte contre la violence à l'encontre des étrangers.
- 35 campagnes médiatiques sur la migration et les droits humains et 96 sessions d'information et dialogues locaux parmi les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été menés.
- 1 940 leaders communautaires ont activement participé aux événements et programmes de formation liés à la migration et aux problèmes de violence à l'encontre des étrangers.
- 4 cérémonies de remise de prix de paix locaux ont été organisées, et 3 clubs de paix pour femmes ont été créés.
- 21 programmes de formation professionnelle, y compris des formations en couture, ont été menés pour des groupes vulnérables.

Témoignages

Dans le cadre du Programme, une série d'activités et de formations ont été organisées pour faciliter l'intégration des réfugiés et des migrants dans la communauté sud-africaine. Les activités étaient axées sur les femmes, notamment celles à risque accru de violence basée sur le genre, offrant des formations au crochet et à la pâtisserie. Des initiatives adaptées aux hommes, axées sur des compétences telles que la soudure et la coiffure, ont également été mises en place. Pour favoriser une plus grande intégration, une classe d'anglais a été proposée à tous, indépendamment de leur origine. Au-delà de la formation professionnelle, le programme a joué un rôle clé dans le développement de relations entre ces communautés diverses et dans la promotion de la compréhension et de l'unité en Afrique du Sud.



”

Kanza Mayinga, bénéficiaire de l'atelier de soudure

« Je suis arrivé en Afrique du Sud en 2011. Avant la formation, ma vie n'allait pas bien parce que je n'avais pas de travail. Cependant, après la formation, j'ai mon propre emploi et ma propre entreprise parce que j'ai maintenant les compétences. Mon rêve est d'élargir mon entreprise de soudure, de fabriquer plus de choses et d'avoir plus de personnes, y compris des étrangers en Afrique du Sud, travaillant avec moi. »



”

Alphoncine Kiza, bénéficiaire de l'atelier de médias visuels

« L'atelier de médias visuels m'a fourni de nombreux outils et m'a appris à capturer et à raconter des histoires de manière cohérente que tout le monde peut comprendre... Avec l'équipement et les connaissances que j'ai acquies lors de l'atelier, je peux maintenant partager ces compétences et ces connaissances avec d'autres, leur permettant d'exprimer leurs préoccupations et de réaliser des changements positifs dans leur vie. »

Avec le soutien généreux de



L'engagement collectif envers le Pacte mondial devrait se refléter par une large base de donateurs pour le Fonds. Les États membres, qu'ils soient donateurs traditionnels ou non, sont donc encouragés à contribuer, même modestement. Avec une contribution de 10 000 \$ en 2023, le Maroc a donné un exemple positif. Espérons que d'autres pays de la région se joindront pour soutenir le Fonds.



**Migration
Multi-Partner
Trust Fund**

Migration MPTF Fund Management Unit
UN Network on Migration Secretariat
17, Route des Morillons, P.O. Box 17
CH 1211 GENEVA 19, SWITZERLAND

Email: migrationmptf@iom.int
Website: migrationnetwork.un.org/mptf
Website: mptf.undp.org/fund/mig00

